

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 16/09/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIMAIR SAS (site n°2)**

23 AVENUE ANDRE DULIN Hall n°1  
ZI Des Soeurs  
17300 Rochefort

Références : 0100298814/2025/464

Code AIOT : 0100298814

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement SIMAIR SAS (site n°2) implanté 23 AVENUE ANDRE DULIN Hall n°1 ZI Des Soeurs 17300 Rochefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIMAIR SAS (site n°2)
- 23 AVENUE ANDRE DULIN Hall n°1 ZI Des Soeurs 17300 Rochefort
- Code AIOT : 0100298814
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIMAIR exploite plusieurs sociétés de fabrication de pièces métalliques pour le secteur de l'aéronautique (mise en forme, traitement de surface, peinture, assemblage) pour l'élaboration de pièces unitaires ou de sous-ensembles destinés à la construction d'aérostructures (fuselage, voilure, mât,...).

la société a fait l'acquisition du site objet de la présente visite afin d'y exercer une activité de conception et d'assemblage de grandes pièces métalliques pour l'aéronautique. Depuis le premier semestre 2025, Il envisage de mettre en œuvre une activité de peinture au sein de l'atelier de ce site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité à se positionner sur le classement éventuel de son activité d'application de peinture au titre de la nomenclature des installations classées.

Dans le cas où le site serait soumis à la réglementation des installations classées, l'exploitant est invité à procéder à la télédéclaration au titre de la rubrique relative à cette activité, accompagnée d'une analyse de conformité au texte réglementaire correspondant.

Si le site ne relève pas d'un classement au titre de la nomenclature ICPE, l'exploitant doit respecter les dispositions du règlement sanitaire départemental. La vérification du respect des prescriptions applicables relève alors de la compétence du maire de la commune de Rochefort, dans le cadre de son pouvoir de police.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Cette installation implantée au sein d'un bâtiment sur une partie de l'ancienne usine de fabrication d'équipements automobile « Plastivaloire » a été acquise par la société SIMAIR, afin d'y exercer une activité de conception et d'assemblage de grandes pièces métalliques pour l'aéronautique. Ce site est actuellement non classé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et n'a pas de lien direct avec le site voisin de la société SIMAIR, qui lui est régulièrement enregistré au titre de la rubrique 2565-2a (activité de traitement de surface) et situé à 500 mètres sur l'Avenue André Dulin.

L'exploitant a informé l'inspection de la mise en place d'une cabine de peinture par procédé de pulvérisation afin de peindre certaines pièces métalliques au sein de cet atelier.

Cette activité est susceptible d'être classable au titre de la rubrique ICPE 2940-2 en fonction des critères de classement suivants :

- si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/jour mais inférieure ou égale à 100 kg/jour => Régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC),
- si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour => Régime de l'enregistrement (E).

Sur ce point l'exploitant indique être dans l'attente d'une évaluation de son activité de peinture pour se positionner sur un éventuel classement au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2940.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

À la suite de la mise en place d'une cabine de peinture sur ce site, l'exploitant se positionne par rapport à la rubrique 2940 de la nomenclature ICPE pour cette activité.

Si le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2940, l'exploitant procède à la télédéclaration initiale ICPE incluant une analyse de conformité à l'arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois